28 juillet 2006 ont été respectées ou si d'autres mesures ont été prises afin de corriger les déficiences à l'origine de l'imposition de ces conditions.

La décision MCRC06-000139 remplaçait la cote de sécurité de l'intimée portant la mention « satisfaisant », par une cote portant la mention « conditionnel ». Les conditions que cette décision ordonnait s'énumèrent ainsi :

« [...] »

- PRÉPARER ET TRANSMETTRE à la Commission des politiques et des procédures ainsi que des mesures de contrôle pour l'ensemble des obligations des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.
- TRANSMETTRE à la Commission une photocopie du dossier du véhicule et du dossier du conducteur préparés en conformité avec la réglementation.
- SOUMETTRE à la Commission un rapport préparé par un consultant indépendant reconnu attestant que les politiques, les procédures et les dossiers sont effectivement mis en application.
- FAIRE PARVENIR à la Commission une photocopie du certificat de vérification mécanique, émis par un mandataire de la SAAQ, pour tout véhicule qui sera inscrit au nom de 9170 à la SAAQ, et ce, dans les cinq jours suivant une telle inscription pour la période durant laquelle 9170 conservera une cote de sécurité « conditionnel ».

Les déficiences reprochées à l'intimée sont énoncées dans l'« Avis d'intention et de convocation » (avis) que les services juridiques de la Commission lui ont transmis par poste certifiée le 13 novembre 2006 conformément au premier alinéa de l'article 37 de la Loi.

Quant aux événements considérés pour établir si les conditions imposées par la décision de la Commission ont été respectées ou encore si d'autres ont été prises, ils sont énumérés dans le « Rapport administratif concernant le suivi des obligations du PECVL » (rapport de l'inspectrice), préparé le 6 octobre 2006 par madame Julie Bourassa, inspectrice au Service de l'inspection de la Commission. Ce rapport fait état qu'aucune suite ne fut donnée à la décision plus haut citée.

Lors de l'audience tenue le 13 février 2007, la Commission a constaté que l'intimée était absente et non représentée. Par contre, M^{me} Escobar était présente. Elle fut mise en cause car elle fut une personne intéressée dans la compagnie intimée à une certaine époque. Aujourd'hui, elle n'a plus aucun lien avec cette compagnie selon son témoignage.

La Commission est saisie de l'affaire puisque le rapport de l'inspectrice établit que l'intimée n'a transmis à la Commission aucune preuve qu'elle s'était conformée aux conditions qui lui étaient imposées par la décision MCRC06-00139, du 28 juillet 2006, ni aucune preuve que d'autres mesures ont été prises afin de corriger les déficiences à l'origine de l'imposition de ces conditions.

La Commission analyse et apprécie l'ensemble de la preuve qui lui est soumise.

Cependant, elle ne mentionne que les faits nécessaires à sa prise de décision.

L'article 27 de la Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds (« la Loi ») dicte entre autres à la Commission d'attribuer une cote de sécurité « insatisfaisant », interdisant ainsi la mise en circulation ou l'exploitation d'un véhicule lourd, à la personne qui ne respecte pas une condition qui lui a été imposée, sous une cote de sécurité « conditionnel », à moins qu'elle démontre avoir pris un autre moyen aussi efficace pour corriger la situation.

Il appartient à la Commission d'analyser la preuve devant elle, de décider et, le cas échéant d'appliquer les mesures nécessaires. Le rapport de l'inspectrice établit les faits. Toutefois, le rôle de la Commission ne se limite pas à constater des déficiences. La Commission doit apprécier un comportement ainsi que, le cas échéant, les mesures mises en place pour remédier aux déficiences.

La Commission constate que l'intimée n'a pas respecté les conditions qui lui ont été imposées alors que sa cote de sécurité porte la mention « conditionnel ». Ces mesures avaient pour but de corriger des déficiences sérieuses en matière de sécurité routière.

Il y a lieu de constater que le 30 novembre 2006 l'intimée transmettait à la Commission une lettre signée par M^{re} Escobar demandant la radiation de son numéro d'inscription au Registre de la Commission (NIR).

La Commission constate que, selon le paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 27 de la Loi, doit être attribuée à l'intimée une cote de sécurité « insatisfaisant », puisqu'elle ne respecte pas une condition qui lui a été imposée par la Commission. Cette cote entraîne une interdiction de mettre en circulation ou d'exploiter tout véhicule lourd.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. **REPLACE** la cote de sécurité de 9170-6614 QUÉBEC INC. portant la mention « conditionnel » par une cote de sécurité portant la mention « insatisfaisant »;
2. **INTERDIT** à 9170-6614 QUÉBEC INC. de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd.

MICHEL PAQUET
commissaire

JEAN-YVES REID, c. a.
commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.